



CR AG FCE
25 avril 2014



Cette année, l'AG de notre association s'est tenue au siège du MEDEF à Paris dans le 7^e.

Rappel : les FCE sont membres associées du MEDEF depuis... 1945.

Cette rencontre nous a permis de mieux connaître le Mouvement Des Entreprises de France. Nous avons été accueillies par Patrick Bernasconi, vice-président de l'association. Il nous a assuré que le MEDEF était la maison de toutes les entreprises et pas seulement celles du CAC 40 et que d'ailleurs ses objectifs étaient communs à ceux de la CGPME (Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises).



Les membres du MEDEF travaillent pour obtenir les conditions pour recréer l'emploi, car comme nous, ils pensent que l'entreprise est la solution aux maux que connaît actuellement notre société et que le sujet est bien l'entreprise et non l'opposition entre patrons et salariés.

Parmi les objectifs du MEDEF, on trouve :

- obtenir le plus grands nombres de mandats possibles, pour cela organisation de formations et suivi des volontaires, (aujourd'hui le MEDEF compte 35000 mandataires).
- ne pas lâcher sur la baisse des dépenses publiques,
- aller à la rencontre des élus pour leur montrer le monde de l'entreprise, les difficultés rencontrées au quotidien (mais aussi les joies qu'on rencontre dans nos métiers, ça c'est moi qui rajoute ☺).

La problématique actuellement est de trouver de jeunes chefs d'entreprise qui aient la volonté de s'investir pour le bien de l'entreprise, car pour être efficace il faut éviter les choix par défaut.

Parmi les succès récents du MEDEF : la baisse des charges et la baisse de la fiscalisation.

Bien entendu, quelques concessions ont dû être faites comme par exemple : les contraintes sur l'emploi à temps partiel.

La simplification est, elle, encore en grand chantier (Eva Escandon fait partie de cette commission).

Le droit du travail d'un pays comme la Suisse comporte une centaine de pages, en France on en est à peu près à 3500 pages (y'a du boulot...).

PSE et GPEC ont également été évoqué (pour plus de détail je vous invite à vous rendre sur Wikipedia). Dans le cadre de la Gestion prévisionnelle des Emplois et des Compétences, le MEDEF voudrait impulser une dynamique pour des réflexions branche par branche afin de mettre en avant les leviers qui permettraient de progresser.

Voilà en quelques lignes le message que le MEDEF a voulu nous faire passer.

En lien avec cette intervention, Betty Oury (présidente FCE Bordeaux) nous a restitué les résultats d'une enquête réalisée auprès de toutes les présidentes FCE pour avoir une photographie des relations MEDEF/FCE.

Il ressort que les FCE sont parfois mal considérées par les Unions Patronales locales souvent gérées comme des fiefs à la tête desquels jouissent de petits seigneurs locaux et ce, malgré la volonté forte des têtes pensantes du MEDEF de moderniser leur fonctionnement.

58% des délégations FCE cotisent au MEDEF, le montant des cotisations varie de 50 à 700 euros et 50 % des délégations cotisantes n'ont pas de siège au CA Union Patronale locale.

Paradoxalement, des délégations qui ne cotisent pas sont plus actives avec le MEDEF local, ce qui s'explique, si l'on se rappelle que dès 1945, FCE était considéré comme membre associé du MEDEF.

Dans tous les cas, d'un côté comme de l'autre, il y a un vivier d'adhérents potentiels, des actions communes pourraient être envisagées, avec pourquoi pas des bureaux au même endroit.

En conclusion, s'il existe des disparités, dans un intérêt commun les relations seraient à renforcer, car les FCE ont une place naturelle à prendre au MEDEF.

Après cette introduction, nous sommes passées au rapport moral d'Eva Escandon, présidente FCE France.

Depuis son élection le 8 juin 2013, Eva a travaillé à réformer l'association en travaillant deux axes majeurs :

- 1. faire monter en gamme l'image de l'association,
- 2. faire monter en gamme le service aux adhérentes.

Axe 1

Les FCE sont en train de devenir un interlocuteur qualifié auprès du gouvernement

Suite aux contacts avec Najat Valaud-Belkacem et la communication avec le ministère du droit des Femmes, les FCE sont en train de s'imposer comme un interlocuteur de premier plan. Lors du déjeuner avec le Président de la République, celui-ci est apparu convaincu que le développement économique de notre pays passera par les femmes.

On peut d'ailleurs remarquer qu'après le remaniement la parité a été maintenue, ce qui n'avait jamais été le cas auparavant. (J'aurais pour ma part souhaité que Fleur Pellerin reste là où elle était mais bon, il est dit que les plus compétents ne résistent parfois pas à la politique de couloir.)

Une demande de rendez-vous a été faite auprès d'André Marcon, président CCI France pour réaffirmer la volonté des FCE de prendre des mandats (on peut également repérer des femmes qui ont des mandats et les inviter à s'intéresser aux FCE.)

La volonté affichée de rapprochement avec le MEDEF fait aussi partie de cette volonté de l'association d'être plus et mieux visible.

Les FCE cherchent à développer leur lobbying, avec par exemple le 28 mars « Fédération pionnières » qui est un incubateur

D'autres rapprochements sont envisagés, avec par exemple « La fédération des Femmes administratrices ». Je vous invite à vous promener sur leur site (annexe site gouvernemental)

<http://www.federation-femmes-administrateurs.com/flash-infos/le-site-httpadministratrices-femmes-gouv-fr-est-en-ligne/>

Ou encore « 100 000 entrepreneurs », vous avez peut-être vu sur vos fils d'actualités Facebook les témoignages de femmes chef d'entreprise de « la semaine de l'entreprenariat » (personnellement j'ai beaucoup liké ☺).

Bref, tous les efforts sont mis pour « communiquer plus et mieux.

Axe 2

Depuis son élection en juin 2013, Eva a cherché à professionnaliser la gouvernance de notre association avec la création des commissions (certaines d'entre vous se souviennent peut-être que nous en avons parlé lors d'un repas à Cavaillon).

La nomination d'une responsable des délégués de région fait partie de cette volonté affichée.

Cela pour : - améliorer la communication entre les délégations et le national
- accompagner les présidentes

À venir également : l'embauche d'une secrétaire générale et par son intermédiaire une organisation clarifiée des process avec par exemple la mise en place d'outils de communication commun.

Le bureau national a la volonté de créer des partenariats qui pourront être utiles aux adhérentes (KPMG <http://www.kpmg.com/fr/fr/Pages/default.aspx> , banques...)

Mais aussi de mieux informer et former les adhérentes sur les différents mandats possibles, d'aider au choix des sujets et des intervenants en rapport avec l'actualité économique... pour aider chacune d'entre nous à avoir une vision plus claire de notre environnement.

Rapport financier

Yvette nous a fait part des difficultés encore fortes de recevoir les informations comptables des différentes délégations (certaines ont envoyé leurs chiffres le 20 avril), ce qui rend difficile la lecture des comptes. Il y a eu de nombreux échanges sur ces problèmes de partage d'infos.

Suite à un audit de KPMG sur la compta, il apparaît qu'une remise à plat est nécessaire.

Pour 2014, Eva a préparé un budget prévisionnel plus serré que 2013 (110000) mais aujourd'hui seuls 58000 euros sont remontés au national.

Fin de la matinée

Pause déjeuner : bien réussie (Houps j'ai un peu abusé du champagne mon pécher mignon, mais pas d'inquiétude, j'ai bien pris des notes).
